



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 1^{er} novembre 2021

Le capitalisme n'est pas recyclable : Enfouissons-le dans les poubelles de l'histoire !

Ministres et chefs d'État sont à Glasgow pour une nouvelle COP, la... vingt-sixième du nom. Tous ont des trémolos dans la voix pour rappeler l'urgence écologique. Mais pas un État n'a tenu ses engagements – déjà bien faibles ! – pris à la COP21 il y a six ans. La planète, elle, continue de brûler, et de plus en plus vite : les sept dernières années sont en passe de devenir les plus chaudes jamais enregistrées.

Qui sont les coupables ?

Qui a triché sur les logiciels anti-polluants, le fameux *dieselgate* ? Les grands constructeurs automobiles mondiaux, dont Renault et Peugeot. Qui a longtemps nié l'existence du réchauffement climatique malgré les preuves scientifiques ? Les multinationales du pétrole, à commencer par Total.

Le capitalisme, productiviste par nature, en course infernale aux profits à réaliser sur tout et n'importe quoi, épuise sans limite à la fois les travailleurs et la nature ; pille les ressources naturelles ; a inventé l'obsolescence programmée et va jusqu'à détruire des produits qui n'ont pas trouvé d'acheteurs sur le marché.

Une incurie « Total »

Les gouvernements appuient tous ces grands groupes les plus polluants, dont certains se retrouvent parmi les « sponsors » de la COP ! En sous-main, Macron et l'État français soutiennent en Ouganda les projets de forages pétroliers de Total près d'un des plus grands lacs d'Afrique.

Chaque COP accouche d'une souris, car chaque État défend son pré carré, ses « champions nationaux », sa prétendue souveraineté énergétique, comme si nous ne vivions pas sur une même planète, comme si l'air que nous respirons et les eaux des fleuves et mers ne débordaient pas les étroites frontières nationales !

Pour le patronat, le vert aussi peut être bénéf'

Les politiciens bourgeois rivalisent pourtant de prétendues « solutions » pour résoudre la crise climatique. Elles consistent à prendre des milliards d'euros dans les caisses étatiques – remplies par nos impôts – pour subventionner les profits du grand capital et vendre telle ou telle technologie soi-disant miracle : l'hydrogène, la voiture électrique, la séquestration du carbone, etc. Mais à chaque fois, c'est bel et bien l'extraction du profit qui oriente ces solutions. Jadot a promis 25 milliards de subventions aux patrons, Macron 30 milliards, qui dit mieux ?

Leurs « solutions » passent aussi par des hausses des prix de l'énergie alors que beaucoup galèrent déjà pour

se déplacer ou se chauffer ! Les actionnaires de Total – qui vient d'engranger quatre milliards de bénéfices sur le dernier trimestre – se frottent les mains. La transition énergétique sert de prétexte pour justifier des suppressions d'emplois massives : Renault a supprimé près de 15 000 postes dans le monde en moins de deux ans. Quand il s'agit de s'attaquer aux travailleurs, les patrons se découvrent une conscience écolo.

L'urgence d'en finir avec ce système

Alors oui, il y a urgence. Celle de contester au grand patronat son pouvoir de décision et d'organisation de la production, et ce sont les travailleurs de ce monde qui sont le mieux à même de le faire : parce qu'ils sont des milliards, parce qu'ils sont à des postes clés d'une production qu'ils peuvent contrôler, selon les besoins de la population et en tenant compte des contraintes environnementales.

Il y a urgence d'en finir avec le capitalisme et son productivisme, ce système économique mortifère pour la nature et nos vies. D'instaurer une société où l'on vivrait beaucoup mieux en travaillant beaucoup moins, une société où l'on se partagerait le temps de travail nécessaire et où on réorganiserait la production. Une société où l'on ferait disparaître les activités et industries nuisibles ou inutiles, comme la production d'armes ou les mille marques pour le même dentifrice, et où on lancerait d'immenses chantiers, dans les transports en commun, dans l'éducation ou dans la recherche et le développement d'énergies vraiment vertes.

Tout cela, aucune COP ne le permettra : la jeunesse et le monde du travail ne pourront compter que sur leurs propres mobilisations.

NOTRE PRESSE
version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :

www.convergencesrevolutionnaires.com



Convergences révolutionnaires



ALTO déménagement !

La direction vient de rendre officiel son projet de "compactage" du site de Vélizy. Au programme du projet ALTO, le déplacement de 8400 personnes d'ici fin 2024 dans un nouveau "Campus" sur le site de PSA Poissy au niveau de l'actuel B5 qu'on nous promet tout beau, tout neuf, végétalisé, zéro émissions...

En attendant cet hypothétique nirvana, passage par le purgatoire avec un transfert "provisoire" vers les bureaux du CEMR dès septembre 2022 pour 2800 personnes de Vélizy sans nous demander notre avis. Tout ça pour vendre 65% du site, gagner des centaines de millions dont nous ne verrons pas la couleur et pousser des centaines d'entre nous à la démission. Trouvons un moyen pour discuter collectivement de nos conditions entre salariés !

16 minutes d'enfumage

D'après la direction, l'augmentation moyenne de temps de trajet que le déménagement impliquerait serait de 16 minutes, soit moins que le temps entre la sortie de l'autoroute et l'usine.

Sans parler du fait qu'il s'agit d'une moyenne, on connaît ses méthodes de calcul qui ne prennent pas en compte les embouteillages à l'embauche ou à la débauche ou ceux qui seront inévitablement induits par les travaux du campus. Au final nous serons nombreux à avoir des trajets rallongés d'une heure, si ce n'est plus !

Un projet qui ne tient pas la route

Côté cadres et ingénieurs, le discours RH explique que ce projet permet de "*prendre en compte les interdépendances entre les métiers pour gagner en efficacité*" ou bien les "*contraintes métiers et l'avancement des projets véhicules et organes*".

Pourtant des avants-projets restent à Vélizy, un pilotage est déplacé à terme à Sochaux, des prototypes centralisés à Belchamp... Au final, une sacrée désorganisation en perspective et une future R&D de Poissy qui ressemblerait davantage à un centre de prestations dans lequel on viendra piocher des ressources qu'à une R&D intégrée.

" Du respect pour les salariés ! "

Côté ouvriers et TAM, on leur propose un poste à Carrières-sous-Poissy, ou à Belchamp à 500 km d'ici ! Peu leur importe nos maisons achetées en Île de France, notre vie de famille. Cette proposition montre bien le mépris de la direction à l'égard des travailleurs et que seuls lui importe ses profits.

Déplacés mais pas rattachés?

Malgré notre déménagement qui serait effectif à compter de septembre 2022, nous resterions rattachés au site de Vélizy jusqu'en 2024.

Une décision qui pose bien des questions : quelle sera la prise en charge des dépenses liés au trajet jusqu'à Poissy ? Quelle aide au déménagement pour ceux qui souhaiteraient se rapprocher ? Et dans le pire des cas,

comment seront pris en compte les éventuels accidents sur la route ? Mais la direction prévoit sans doute de nous faire des ordres de mission quotidiens.

Tous ensemble ! Alle zusammen !

Vendredi 29, la quasi-totalité des 1 300 travailleurs d'Opel à Eisenach en Allemagne ont manifesté pour le maintien de leur usine. Officiellement Tavares y a suspendu la production pour 3 mois (en transférant la production du SUV Opel Grandland à PSA Sochaux). Beaucoup craignent une première étape vers la fermeture totale. 35 délégués CGT de PSA, notamment de Sochaux, étaient à la manifestation pour affirmer la solidarité des travailleurs français et demander que la production reste en Allemagne. PSA Sochaux est déjà saturé et la direction refuse d'y créer des emplois. La même semaine la direction annonçait la fermeture définitive de l'atelier d'outillage (260 salariés) d'Opel à Rüsselsheim en Allemagne.

Les travailleurs d'Opel ont raison de se mobiliser en force car les attaques de Tavares contre les salariés du groupe Stellantis ne font que commencer.

Croissance du PIB, mais pas des salaires

3 % de croissance du produit intérieur brut en France, c'est le chiffre dont on nous a rebattu les oreilles toute la semaine. Bruno Le Maire peut se pavaner tant qu'il veut : les travailleurs, eux – qu'ils soient en activité, au chômage ou à la retraite – voient surtout la décroissance de leurs revenus, tandis que les affaires des capitalistes se portent au mieux... Il devient urgent d'imposer nos exigences : pas de revenu inférieur à 1 800 euros net, 400 euros d'augmentation et des salaires qui suivent la hausse des prix !

Pas dans la même galère

En pleine flambée du prix de l'énergie, on apprend qu'une filiale d'EDF a perdu 400 millions d'euros en pariant en bourse sur la baisse du prix de l'électricité. D'ici à ce qu'EDF nous fasse aussi payer le coût de ses paris foireux !

Si pour certains les fluctuations de prix sont source de spéculation, pour nous, la baisse des prix est une nécessité !

Retrouvez les bulletins l'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

